

La guerre du copyright menace la santé d'Internet, par Cory Doctorow

La situation est grave et tout le monde n'en a pas forcément pris conscience.

Pour lutter contre le piratage et préserver les intérêts d'une infime minorité d'artistes mais surtout les leurs, l'industrie culturelle est prête à tout. Tout c'est-à-dire ici profondément altérer l'Internet que nous connaissons ou avons connu.

C'est ce que nous rappelle ici l'écrivain Cory Doctorow qui avoue lui-même faire partie de cette infime minorité, ce dont il n'en a cure si cela doit se faire au détriment du citoyen que nous sommes tous...



Les guerres de droits d'auteur mettent en

péril la santé d'Internet.

Copyright wars are damaging the health of the internet

*Cory Doctorow – 28 mars 2013 – The Guardian Technology
(Traduction : Ouve, Tr4sK, Calou, emmpiff, Calou, GuGu,
Marc15, fcharton, goofy, maxlath, Neros, lamessen, Penguin,
Lycoris, Asta, MarcFerrand + anonymes)*

Ceux qui veulent trouver à tout prix des « solutions » contre le piratage risquent d'altérer l'intégrité et la liberté du réseau par la surveillance, la censure et le contrôle.

J'ai assisté à plus de présentations sur la façon de résoudre les guerres de droits d'auteur que je n'ai eu de repas chauds, mais elles sont toutes loin du compte. C'est parce que la plupart de ceux qui ont une solution aux guerres de droits d'auteur se soucient des revenus des artistes, alors que pour ma part je me soucie de la santé d'Internet.

Oh, bien sûr, je m'inquiète aussi des revenus des artistes, mais c'est une préoccupation secondaire. Après tout, la quasi totalité des personnes qui ont voulu vivre de leur art ont échoué. En effet, une part non négligeable de ceux qui ont essayé ont perdu de l'argent dans l'affaire. Ça n'a rien à voir avec Internet : l'art est un business épouvantable, où la majorité des revenus revient à une portion statistiquement insignifiante de ceux qui les produisent – une longue queue effilée avec une très grosse tête. Il se trouve que je suis l'un des chanceux gagnants de cet étrange et improbable loto – je fais vivre ma famille avec ce travail de création – mais je n'ai pas l'esprit assez étroit pour penser que mon avenir et l'avenir de 0,00000000000000000001 pourcent de mes congénères soit le vrai problème ici.

Quel est le vrai problème ici ? Pour faire simple, c'est la santé d'Internet.

Les guerres de droits d'auteur ont érodé la résistance

inhérente à Internet à un moment où elle était terriblement nécessaire. L'Internet d'aujourd'hui est intriqué dans nos vies d'une manière qui a surpassé les pronostics les plus fous des années 1980 – c'est le moyen principal pour inscrire vos enfants aux cours de danse du soir ; pour payer votre facture de gaz ; pour poster des vidéos de violences policières ; pour verser de l'argent à des proches éloignés ; pour être autorisé à construire un abri de jardin ; pour faire une réservation ; pour découvrir si vous avez ou non besoin d'aller aux urgences ; pour écrire un article ou un essai qu'on vous demande à l'école ; pour toucher son salaire – et de plus en plus pour tout le reste, comme acheter de la nourriture, choisir une assurance, obtenir un diplôme ou une attestation, et toutes les autres activités qui relèvent de notre participation à la vie publique. Aucune de ces choses n'est liée à l'industrie du divertissement, mais aucune d'elles n'est prise en compte quand les responsables politiques de cette industrie dressent leurs plans pour combattre le « piratage ». Tout ce que nous faisons aujourd'hui fait appel à Internet, tout ce que nous ferons demain le nécessitera.

Internet est important, mais les guerres de droits d'auteur le traitent comme une banalité : comme une télévision câblée 2.0 ; comme une évolution du téléphone ; comme le plus grand système de distribution de contenu pornographique. Des lois comme le « Digital Economy Act » permettent de déconnecter des familles entières d'Internet sans suivre aucune procédure, simplement parce que quelqu'un du quartier est accusé de regarder la télévision d'une mauvaise manière. Ce serait déjà totalement incorrect si Internet n'avait été qu'un simple réseau de distribution de contenu. Mais Internet est en plus un lien vital pour la famille, et le fait que des entreprises offshore du divertissement aient le droit de vous en retirer l'accès parce qu'ils vous suspectent de leur causer du tort, c'est comme donner à Brita le pouvoir de couper l'eau de la famille s'ils pensent que vous usez mal le filtre ; comme donner à Moulinex le pouvoir de débrancher l'électricité de

vos voisins s'ils pensent que vous utilisez votre mixeur d'une manière non autorisée.

Internet est le meilleur endroit – et souvent le seul – pour publier toutes sortes d'informations, et pourtant les juges de la Haute Cour de Justice ont décidé que l'industrie du divertissement pourrait lister les sites qu'elle n'aime pas et obtenir une décision de justice demandant aux fournisseurs d'accès de les bloquer sans audience, et encore pire, sans procès.

Internet fonctionne seulement lorsqu'il est connecté à des périphériques, et de ce fait, les périphériques connectés à Internet ont proliféré. Il n'y a pas que le téléphone dans votre poche – depuis la caméra de surveillance de votre sonnette jusqu'au dernier jouet de vos enfants, la catégorie des « périphériques autonomes » est rapidement en train de disparaître. Le futuriste Bruce Sterling a souligné, dans sa récente allocution « South By Southwest », qu'un ordinateur personnel de 1995 est parfaitement capable de traiter vos écrits et de lancer vos tableurs, mais vous aurez du mal à trouver quelqu'un de suffisamment intéressé pour vous le reprendre. Sans réseau, la valeur relative de la majorité des objets est réduite à zéro.

Et désormais, la directive européenne sur le droit d'auteur ainsi que des lois américaines comme le « Digital Millennium Copyright Act » font qu'il est littéralement criminel de débrider des appareils, d'installer vos propres logiciels sur ceux-ci, de faire de la rétro-ingénierie sur leurs logiciels embarqués et de découvrir des vulnérabilités cachées qui pourraient vous mettre en danger. Chaque semaine apporte son nouveau lot d'exemples d'appareils moins sécurisés qu'ils n'auraient dû l'être – plus récemment, une présentation à « ShmooConsecurity » a montré comment les caméras connectées en Wi-Fi « DSLR » peuvent être piratées sur Internet et ainsi se transformer en caméras de surveillance qui diffusent à de mauvaises personnes les vidéos secrètes de leurs

propriétaires. Une politique demandant à changer le logiciel de ces périphériques connectés dans le seul but de vous assurer que vous ne passiez pas outre les contrôles régionaux ou que vous ne détourniez pas « l'App Store » est complètement dingue.

Revenons-en aux « solutions ». Il y a beaucoup d'esprits bien-pensants qui ont expliqué que ce blocage autour des droits d'auteurs peut être « résolu » en utilisant des moyens qui rendraient le paiement des artistes, et des sociétés qui les soutiennent, plus facile. Dans ce contexte, les solutions de micro-paiement ont gagné en notoriété grâce à Bitcoin. Puisque vous pouvez échanger une fraction de Bitcoin gratuitement, il peut être pratique d'échanger une sorte d'argent contre des miettes de divertissement, ouvrant des solutions de paiement qui étaient fermées jusqu'à maintenant. Il reste encore les « frais de transaction mentale » pour décider si un petit instant de divertissement vaut ne serait-ce qu'une minuscule somme, mais ça c'est un autre problème.

Cependant, même si les micro-transactions quintuplaient les fonds dans les caisses de l'industrie du divertissement, je crois que cela ne calmerait en rien les appels à plus de censure, plus de surveillance, et plus de contrôle. Les spécialistes en psychologie expérimentale ont longuement documenté « l'aversion à la perte » pathologique – où nous voyons plus ce que nous avons perdu que ce que nous avons gagné. L'industrie du divertissement est la tête d'affiche pour l'aversion à la perte – comment expliquer autrement les gémissements et les grincements de dents sur des pertes engendrées par le piratage alors que chaque année les chiffres du box-office sont élogieux ? « C'est sûr, on a fait plus au box-office que l'année précédente, mais pensez combien on aurait pu faire en plus s'il n'y avait pas le piratage ! »

Il en va de même pour les boycotts. Je suis d'accord pour soutenir des médias sans DRM et sous licence Creative Commons, mais même si nous focalisions tous 100% de notre budget

divertissement et de notre attention sur des alternatives au Grand Contenu qui soient libres, ouvertes et bonnes pour Internet, cela ne distrairait pas pour autant l'industrie du divertissement de sa demande d'action pour résoudre le « problème du piratage ».

Regardez, je suis dans l'industrie. C'est mon pain et mon beurre. Si vous achetez mes adorables livres sous licence CC, je gagne de l'argent, et ça me rend heureux. En vérité, ma dernière sortie en Grande-Bretagne est « Pirate Cinema », un roman de science-fiction pour jeunes adultes sur ce même sujet qui a été fortement acclamé lors de sa sortie aux États-Unis l'automne dernier. Mais je ne suis pas juste un écrivain : je suis aussi un citoyen, un père et un fils. Je souhaite davantage vivre dans une société libre que dans une société où je peux vivre des improbables revenus de l'art. Et si le prix pour « sauver » mon industrie est la liberté et l'ouverture d'Internet, eh bien, je suppose que je vais devoir démissionner du club des 0,00000000000000000001 pour cent.

Heureusement, je ne pense pas que ça doive arriver. Le fait est que lorsque nous nous autorisons à réfléchir selon ces termes : « Comment fait-on pour que l'artiste soit payé ? », on se retrouve avec des solutions à mes problèmes, les problèmes du 0,00000000000000000001 pour cent, et nous laissons derrière nous les problèmes du monde entier.

Les campagnes anti-piratage soulignent le risque qui existerait pour la société si les gens acceptaient l'idée qu'il n'y a pas de problème à prendre sans demander (« Vous ne voleriez pas une voiture... » (*NdT : c'est une référence à une célèbre vidéo propagande dans les DVD*)), mais le risque qui m'inquiète réellement est que les gouvernements vont penser que les dégâts collatéraux de la régulation, qui toucheront Internet, sont un prix acceptable pour accomplir des buts politiques « importants ». Comment expliquer autrement que le gouvernement inclue sans faire attention les petits blogueurs et amis ayant leur propre groupe Facebook dans le cadre de la

régulation de la presse Leveson ? Comment expliquer autrement la détermination de Teresa May, dans le cadre du projet de loi sur les communications, à espionner tout ce que l'on fait sur Internet ?

Cette politique désastreuse vient d'une erreur commune : l'hypothèse que les dommages accidentels à Internet sont un prix acceptable pour servir vos propres buts. La seule possibilité pour que cela ait du sens est si vous baissez radicalement la valeur d'Internet – d'où toute la sympathie du gouvernement pour les écrivains anticonformistes qui veulent nous dire qu'Internet nous rend stupides, ou n'a joué aucun rôle dans le Printemps arabe, ou autres discours à trois sous. À chaque fois que vous entendez quelqu'un censurer Internet, demandez-vous en quoi cette personne pourrait bénéficier d'un Internet partiellement altéré en sa faveur.

Alors, quelle est la solution aux guerres de droits d'auteur ? C'est la même solution que pour les guerres contre la régulation de la presse, contre le terrorisme, contre la surveillance, contre la pornographie : il s'agit de reconnaître qu'Internet est le système nerveux de l'âge de l'information, et que préserver son intégrité et sa liberté contre les tentatives de surveillance, de censure et de contrôle est la première étape essentielle pour s'assurer du succès des autres objectifs politiques que l'on souhaite.

Quid de l'industrie du divertissement et du problème du « piratage » ? Eh bien, en 1939, l'écrivain de science-fiction Robert A. Heinlein publia son premier récit, « Ligne de vie », qui contenait sa prédiction la plus véridique :

« L'idée a mûri, dans les esprits de certains groupes de ce pays, que parce qu'un homme ou une entreprise a, pour un certain nombre années, tiré profit du public, le gouvernement et les tribunaux sont dans l'obligation de lui assurer un tel profit dans le futur, quand bien même les circonstances auraient changé et seraient devenues contraires à l'intérêt

général. Cette étrange doctrine n'est fondée sur aucun statut ni par aucune loi du droit commun. Aucun individu, ni aucune entreprise n'a le moindre droit de venir en justice demander que l'on arrête le temps ou qu'on en inverse le cours. »